

INFORMATIONS GENERALES

28/06/2016

Brexit : les dirigeants britanniques temporisent face aux déchirements internes



Avis de tempête sur l'économie et les structures politiques et sociales du Royaume-Uni.
PHOTO AFP

Quatre jours après le vote choc en faveur du Brexit, les responsables britanniques cherchent à gagner du temps face à la montée des déchirements internes et aux remous économiques.

LONDRES.

Alors que les Européens pressent pour un divorce rapide, Londres a annoncé la création d'un département spécial au sein du gouvernement pour gérer la question du Brexit.

Succession. « *Le Royaume-Uni quitte l'Union européenne mais ne doit pas tourner le dos à l'Europe et au reste du monde* », a déclaré le Premier ministre David Cameron hier devant le Parlement, revenu en session après une pause pour le référendum.

« *Nous devons déterminer le genre de relation que nous voulons désormais avoir avec l'UE* », a ajouté M. Cameron, précisant que ce sera à son successeur de le faire. Successeur qui sera désigné d'ici au 2 septembre, a indiqué de son côté le parti conservateur.

Le Premier ministre a également souligné que le gouvernement devrait « *s'assurer que les intérêts* » de l'Écosse, du pays de Galles et de l'Irlande du Nord « *soient protégés* ».

Rassurer les marchés. Tôt hier matin, le ministre des Finances George Osborne avait tenté de rassurer les marchés. Le processus de sortie de l'UE ne sera enclenché « *que lorsque nous aurons une vision claire des nouveaux arrangements que nous recherchons avec nos voisins européens* », a-t-il promis.

Il a ajouté que l'économie britannique était « *prête à affronter ce que l'avenir nous réserve* ».

La livre britannique continuait de dévisser et a touché hier matin de nouveaux plus bas en trente ans face au dollar.

Un sondage paru hier montre qu'un cinquième des dirigeants d'entreprises britanniques envisagent de délocaliser une partie de leur activité.

Notation en baisse. L'agence de notation Standard and Poor's a dégradé de deux crans la note de la dette du Royaume-Uni. La note de la dette britannique passe de « AAA », la meilleure possible, à « AA », deux crans en-dessous. La nouvelle note est assortie d'une perspective négative.

Un ton plus bas. Le chef de file des partisans du Brexit, le conservateur Boris Johnson, a adopté un ton inhabituellement conciliant avec ses adversaires d'hier, en assurant que le Royaume-Uni fait « *partie de l'Europe* » et que la coopération avec ses voisins du continent allait « *s'intensifier* ».

La presse britannique assurait que, face à l'ex-maire de Londres, la ministre de l'Intérieur Theresa May devrait incarner la candidature « anti-Boris » au sein du parti conservateur pour le poste de Premier ministre.

Le problème écossais. La tourmente politique qui secoue le Royaume-Uni est encore aggravée par le retour de la menace d'une sécession de l'Écosse, où le vote en faveur d'un maintien dans l'UE a réuni 62 % des suffrages.

La Première ministre écossaise Nicola Sturgeon a jugé « *très probable* » un nouveau référendum sur l'indépendance après celui de 2014, où le « non » l'avait emporté.

Mais le gouvernement britannique a déclaré hier qu'un nouveau référendum est la « *dernière chose dont a besoin l'Écosse* ».

Troubles au Labour. Le leader travailliste Jeremy Corbyn, accusé en interne de ne pas avoir assez milité pour un maintien dans l'UE, a annoncé qu'il ne démissionnerait pas, même si plus de la moitié de son cabinet fantôme a déjà déserté en signe de protestation.

La copie, la reproduction et la diffusion sont soumis aux droits d'auteurs et nécessitent une déclaration préalable, conformément aux dispositions du code de la propriété intellectuelle. (Art L.335-2 et L.335.3)